



Perspectives chinoises

79 | septembre-octobre 2003
Varia

La culture tibétaine menacée par la croissance économique

La campagne de développement du Grand Ouest devrait accélérer l'immigration en provenance de l'intérieur de la Chine vers le Tibet

Susette Cooke



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/179>
ISSN : 1996-4609

Éditeur

Centre d'étude français sur la Chine contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2003
ISSN : 1021-9013

Référence électronique

Susette Cooke, « La culture tibétaine menacée par la croissance économique », *Perspectives chinoises* [En ligne], 79 | septembre-octobre 2003, mis en ligne le 02 août 2006, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/179>

Ce document a été généré automatiquement le 30 avril 2019.

© Tous droits réservés

La culture tibétaine menacée par la croissance économique

La campagne de développement du Grand Ouest devrait accélérer l'immigration en provenance de l'intérieur de la Chine vers le Tibet

Susette Cooke

NOTE DE L'ÉDITEUR

Traduit de l'anglais par Mathilde Lelièvre

- 1 La relation que le Tibet entretient historiquement avec la Chine ¹, illustrée par son statut actuel de région autonome au sein de la République populaire de Chine (RPC), est à l'origine de politiques spécifiques du gouvernement central depuis les années 1950 ². Avec l'adoption en 2000 d'une nouvelle stratégie nationale pour développer ses régions ouest, la Chine projette un remodelage complet de cette partie du territoire ³. Dans la Région autonome du Tibet (RAT), la campagne de développement du Grand Ouest (*Xibu da kaifa*) aura probablement un impact plus important que dans les autres entités provinciales. Le gouvernement central a considéré la Région autonome du Tibet comme une entité provinciale comme les autres dans son projet national ; mais, parallèlement, il a redéfini sa politique tibétaine, reconnaissant ainsi des caractéristiques et des problèmes propres à la RAT. Sur les cinq régions autonomes que compte la Chine, toutes concernées par la campagne de développement du Grand Ouest, la RAT est la plus homogène culturellement et ethniquement : une seule culture et une seule nationalité non han domine la région, avec une identité claire et partagée, alors que beaucoup d'autres territoires concernés par cette politique sont caractérisés par une diversité culturelle et ethnique. Avant 1950 et l'arrivée des Chinois han, il n'y avait au Tibet que des Tibétains.
- 2 En raison de cette spécificité, l'impact de la campagne de développement du Grand Ouest dans la région autonome du Tibet et les réactions locales doivent être évalués selon des critères plus culturels qu'économiques. Le point essentiel de cette campagne est de remodeler les régions occidentales grâce à une nouvelle approche des relations entre les

nationalités, le développement économique et l'unité nationale. Ses architectes ont pour projet « une transformation sociale profonde »⁴, dans laquelle peu d'aspects de la vie seront laissés à l'écart. Cela signifie à terme la dilution et la marginalisation de la culture tibétaine⁵. Avec 2,62 millions d'habitants en 2000, la Région autonome du Tibet représente seulement 0,7% de la population totale concernée par la campagne de développement du Grand Ouest, et à peine 0,2% de la population totale de la RPC. La politique d'unité et d'intégration nationale, faisant fi de la préservation de la diversité, a pour vecteur le développement économique et pourrait provoquer des changements radicaux.

3 La politique tibétaine de la Chine a évolué depuis les années 1950, mais elle a toujours eu une dimension stratégique nationale. Au Tibet, la campagne de développement est avant tout politique, imposée par le haut, et destinée à servir les intérêts de l'Etat. Grâce à elle, « un choix nécessaire »⁶, le gouvernement central entend résoudre enfin ce qu'il appelle « le problème des nationalités » au Tibet et dans les régions occidentales. Depuis les années 1950, pour l'Etat-nation chinois, le Tibet est une frontière où des éléments locaux contestent tant l'autorité politique chinoise, que sa politique d'assimilation. Aujourd'hui, les dirigeants centraux envisagent une stratégie de long terme⁷, par laquelle le Tibet et sa population seront définitivement intégrés à la nation chinoise.

4 Les conséquences de la politique de développement de l'Ouest sont controversées. Du côté du gouvernement chinois, il y a une vision officielle du passé, de la situation actuelle, et du futur à construire. De l'autre côté, il y a une opinion interdite : les perspectives des Tibétains restent largement secrètes, par peur de représailles. Nous considérerons les deux perspectives, avant d'évaluer les conséquences possibles de cette politique sur le Tibet et la Chine.

Perspective historique : les identités contestées

5 A l'origine du différend tibéto-chinois, on trouve le statut du Tibet. La nature épineuse de ce conflit explique la politique chinoise dans la région et les réactions locales, quels que soient le problème ou l'époque considérés. La vision chinoise selon laquelle le Tibet est, et ce depuis longtemps, partie intégrante de la Chine, nourrit la rhétorique officielle et pratiquement toutes les publications de la RPC. Les déclarations officielles relatives à la campagne de développement au Tibet font toujours allusion à la nature historique des relations entre le Tibet et la Chine, ce qui n'est pas le cas dans les autres entités provinciales où les loyautés politiques ne sont pas sujettes à caution. En soulignant que les objectifs essentiels de la campagne au Tibet sont la sécurité et la stabilité nationales, la Chine reconnaît implicitement les enjeux.

6 Pour le Parti communiste chinois (PCC), le Tibet est une partie inaliénable de l'Etat-nation chinois, comme pour tous les dirigeants chinois depuis l'ère républicaine, alors que le gouvernement tibétain à Lhassa considèrerait le Tibet comme une entité indépendante. En 1950, le PCC a imposé sa vision du statut subordonné du Tibet : d'abord par une invasion militaire, puis par le démantèlement de l'ordre politique et social existant, et la mise en place de mécanismes de transformation sociale comme partout ailleurs dans le pays. Le statut de « région autonome » accordé au Tibet ne l'a pas mis à l'abri de changements profonds.

7 Aujourd'hui, l'Etat considère la politique de développement du Grand Ouest comme faisant partie d'un processus historique : l'absorption (assimilation) par la Chine des régions de l'Ouest et la restructuration de leurs particularités démographiques, culturelles et économiques : « Historiquement, le développement de l'Ouest est une

entreprise majeure dans le développement de la Chine et il aura des conséquences importantes sur la vie économique, politique et culturelle de la Chine, ainsi qu'une influence profonde sur les relations ethniques dans les régions occidentales »⁸.

- 8 L'historiographie chinoise contemporaine soutient généralement la thèse d'une intégration progressive des régions occidentales à la nation chinoise, processus par lequel elles deviennent chinoises tant culturellement que politiquement. La campagne de développement du Grand Ouest vise à consolider l'Etat-nation chinois, à tous les niveaux. Pour décrire les forces en jeu, est parfois utilisé le terme de « cristallisation » (*ningjuli*)⁹. Ce terme justifie l'absence de concessions particulières dans des régions comme le Tibet dont l'histoire, la culture, la population et la qualification d'« autonome » suggèrent logiquement des politiques alternatives. Mais comme l'explique un officiel tibétain, Ragdi, autonomie signifie « le système politique de base par lequel notre pays *résout les problèmes ethniques* (les italiques sont de l'auteur) »¹⁰, formule qui souligne bien l'un des objectifs fondamentaux de la politique de développement.
- 9 Les Tibétains qui interprètent l'histoire différemment de la ligne officielle risquent des poursuites judiciaires, puisque toute remise en question de l'unité de la patrie et des nationalités est inconstitutionnelle et illégale. Pour eux, il y a une inadéquation totale entre l'intégration renforcée visée par la campagne de développement et leur propre vision de l'histoire. Mais l'appareil d'Etat réprime vigoureusement toute vision divergente.
- 10 Les dirigeants chinois considèrent la campagne de développement comme un projet national qui fera date, et font valoir la légitimité historique et politique de leur mission. Ils ont conscience qu'il existe une opposition tibétaine, susceptible d'être source de frictions : ils en ont tenu compte dans l'élaboration des objectifs et des méthodes de la campagne. Le 10^e Plan quinquennal de la Région autonome mentionne par exemple « la lutte intense et complexe contre le séparatisme », qualifiée de « défi impressionnant » à « relever »¹¹. Que les Tibétains acceptent ou non la vision chinoise de l'histoire, la campagne de développement du Grand Ouest doit résoudre le « problème des nationalités ». Mais en s'appuyant sur cette vision étatique de l'histoire, la campagne induit une source de conflit inévitable. Le projet les anticipe, en envisageant des représailles légales, politiques et socio-économiques.

Politique et objectifs politiques

- 11 En juin 2001, les plus hauts dirigeants du PCC ont participé au Quatrième Forum sur le Tibet, un événement qui se tient occasionnellement pour montrer la détermination du Parti à mettre en œuvre une politique spécifique dans la région¹². La portée du forum ne tient pas tant au détail des décisions prises, qu'au cadre dans lequel elles s'inscrivent : primauté de l'unité nationale et du développement, rôle clé de la campagne de développement du Grand Ouest et place du Tibet dans cette stratégie¹³.
- 12 D'autres réunions politiques ont consolidé la position du Tibet au sein de la politique nationale et l'influence de Pékin dans les affaires tibétaines. Après le lancement, en janvier 2000, de la politique de développement pour les prétendues « régions occidentales de la Chine », puis l'adoption du 10^e Plan quinquennal en mars 2001, la place du Tibet dans la nouvelle stratégie nationale a été précisée par le 10^e Plan quinquennal de la Région autonome (début juin), puis lors du Quatrième Forum sur le Tibet (25-27 juin) et, finalement, lors des célébrations du 50^e anniversaire de la libération pacifique du Tibet, à Lhassa, en juillet¹⁴.

- 13 Toutes les déclarations faites lors de ces événements soulignent l'importance du Tibet dans la stratégie nationale. Le secrétaire général du PCC, Jiang Zemin, déclarait lors du Quatrième Forum que le développement et la stabilité sur le long terme étaient les deux enjeux principaux. Ils sont liés « à la mise en œuvre stratégique du développement de l'Ouest, à l'unité nationale et à la stabilité sociale, à l'unification et à la stabilité de la patrie, à notre image nationale et notre lutte internationale... Protéger la stabilité et le développement au Tibet, ainsi que l'unification et la sécurité nationale sont des tâches politiques importantes »¹⁵. Une telle construction politique du rôle du Tibet dans la sécurité nationale, distingue cette région des autres dans le développement du Grand Ouest¹⁶, tant du point de vue du gouvernement central que du point de vue des conséquences locales. La mise en exergue de la dimension politique du développement au Tibet se place dans la continuité de la politique tibétaine du PCC. Le Troisième Forum sur le Tibet (juillet 1994) avait défini le rôle de l'Etat-Parti dans des termes similaires : « le Tibet occupe une position stratégique dans la mission générale du Parti et de l'Etat... Accélérer le développement au Tibet ne vise pas seulement au rééquilibrage entre les différentes régions, mais constitue également un enjeu politique, d'un intérêt stratégique général »¹⁷. La campagne de développement du Grand Ouest intensifie les politiques déjà en place au Tibet plutôt qu'elle ne les reconfigure.
- 14 En juin 2000, Li Dezhu établit un lien direct et sans équivoque entre le développement de l'Ouest et la protection de l'unité nationale : « C'est seulement grâce à la campagne de développement du Grand Ouest et en accélérant le développement des régions ethniques que nous créerons une base solide pour le renforcement de l'unité nationale et la protection de la stabilité sociale. Et c'est seulement en renforçant l'unité nationale et en protégeant la stabilité sociale que nous créerons un environnement favorable à la mise en œuvre de la campagne de développement. »¹⁸
- 15 Un an plus tard, Hu Jintao a appliqué cette équation au Tibet : « Le Tibet est la frontière sud-ouest de notre patrie. Il s'étend sur un large territoire et occupe une importante position stratégique. Le développement, la stabilité et la sécurité du Tibet ont un impact direct sur les intérêts fondamentaux de tous les groupes ethniques du Tibet ainsi que sur la solidarité ethnique, l'unité nationale et la sécurité de l'Etat.... Un développement économique rapide est la condition fondamentale pour répondre aux intérêts de tous les groupes ethniques du Tibet, et la garantie essentielle pour l'unité ethnique et une stabilité durable dans la région »¹⁹.
- 16 Pour David Goodman, le processus de construction de la nation est l'un des pans essentiels du projet ²⁰. Au Tibet, dont la population en majorité non han s'est toujours opposée à l'intégration culturelle et politique, le processus de construction de la nation sous-tend toute la campagne. Ses aspects colonialistes, implicites dans ses mesures et dans la rhétorique officielle d'unification nationale, sont caractéristiques des interactions entre le centre et le Tibet. La situation est différente pour les autres provinces concernées, dont la loyauté politique n'est pas remise en cause. Le colonialisme chinois dans les régions tibétaines est antérieur à la fondation de la RPC, mais le colonialisme prédateur et démographique au Tibet a réellement commencé dans les années 1950. Les relations actuelles entre le Tibet et la Chine ne sont pas comparables à celles qui prévalaient sous l'empire des Qing ; elles consistaient alors en un arrangement diplomatique, destiné à faire du Tibet une région-tampon contre les Mongols, puis contre les menaces anglo-russes. Aujourd'hui — et dans un processus accéléré intentionnellement par la nouvelle

campagne —, sont à l'ordre du jour pour le Tibet des mesures d'intégration à tous les niveaux, d'assimilation et de « hanification ».

- 17 Les conséquences de transformations démographiques, économiques et culturelles similaires, mises en œuvre depuis le début du XXe siècle par le gouvernement chinois actuel et le gouvernement républicain, sont directement observables en Manchourie et en Mongolie intérieure. Le concept d'« autonomie » n'est pas contradictoire avec ce processus. Le discours officiel chinois privilégie l'unité nationale au détriment de la reconnaissance des différentes ethnies et — surtout aujourd'hui — met l'accent sur le processus historique qui conduit nécessairement les différentes *minzu* (nationalités) à former une grande famille rassemblée au sein de la patrie chinoise²¹.
- 18 Pour le Tibet, l'aspect économique de la campagne, indépendamment du sérieux avec laquelle elle sera mise en œuvre, a un fondement stratégique : la stabilité nationale, par une meilleure intégration de la Région autonome, ce qui en retour stimulera le développement économique et même les investissements étrangers.

L'impact culturel : la démographie

- 19 L'ethnie largement majoritaire dans la Région autonome du Tibet est tibétaine et la culture locale présente des aspects bien distincts de la culture des Chinois han, majoritaires à l'échelle nationale. La campagne de développement du Grand Ouest mentionne l'originalité de la culture tibétaine, mais toujours en corollaire avec un besoin de changement. D'après un argument développé par Li Dezhu à propos des régions occidentales dans leur ensemble et appliqué au Tibet par Jiang Zemin en 2001, lors du Quatrième Forum sur le Tibet, il sera fait en sorte que la culture s'adapte au cadre général de la campagne, à savoir la sécurité nationale et le développement économique grâce aux « nouvelles » relations socialistes entre les nationalités qui promouvront la stabilité sociale et la « cristallisation » de la nation et des nationalités²². Pour y parvenir, les dirigeants du PCC préconisent un double processus : des mesures culturelles spécifiques et des changements démographiques. La dimension la plus chargée psychologiquement, dans laquelle la campagne de développement est susceptible d'avoir des répercussions locales est la culture.
- 20 Depuis l'arrivée de l'Armée populaire de Libération à Lhassa en 1951, le PCC a conduit toute une série de politiques culturelles, allant de la quasi-destruction à un libéralisme relatif. Chacune visait à transformer la culture tibétaine selon les lignes directrices de l'Etat chinois. Dans la même logique, la campagne de développement du Grand Ouest affirme que la culture tibétaine doit s'adapter aux nouvelles conditions et aux exigences du projet. Comme les anciens dirigeants de la Région autonome du Tibet, l'administration provinciale actuelle doit prendre pour base les directives centrales pour régler les problèmes culturels locaux, et s'engager dans des projets de développement, y compris culturels²³. Il n'est pas question d'adapter le paradigme du développement à la culture locale : la culture tibétaine est un problème dont il faut venir à bout, et non une spécificité à protéger et à entretenir.
- 21 Selon des déclarations au plus haut niveau, faisant état d'obstacles culturels au sein des minorités des régions de l'ouest, il est souvent laissé aux autorités régionales le soin d'indiquer quelles sont les caractéristiques culturelles rétrogrades qui empêchent la réalisation de la politique socio-économique de l'Etat²⁴. De l'idéologie de Jiang Zemin d'« une civilisation spirituelle socialiste »²⁵ aux explications du président du gouvernement de la Région autonome du Tibet, Legqog²⁶ sur les concepts idéologiques tibétains inadaptés, le discours culturel sur la RAT est empreint de l'appel de l'Etat à la

stabilité sociale, à l'unité nationale et au développement. L'intégration culturelle, décrite comme le partage des cultures dans les nouvelles relations ethniques socialistes, garantit la diffusion des normes et des valeurs chinoises. La campagne de développement vise, entre autres, à ce que les minorités nationales deviennent culturellement plus proches des Chinois han, acquièrent « une culture avec des caractéristiques chinoises »²⁷. Pour le Parti, il ne fait aucun doute que l'assimilation à la culture chinoise est une issue souhaitable pour les Tibétains eux-mêmes.

- 22 Les Tibétains se sont plaints autrefois que leurs institutions culturelles, leurs pratiques et leurs valeurs étaient en danger, mais l'un des piliers de la campagne actuelle les inquiète davantage : la certitude d'une immigration accrue venant de Chine intérieure. La migration de populations d'est en ouest, que Li Dezhu appelle poétiquement « le vol du paon vers l'ouest »²⁸, et le Conseil d'Etat plus prosaïquement l'« encouragement d'une circulation adéquate de population entre les régions »²⁹, est considérée comme fondamentale dans le succès du projet³⁰. Au Tibet, une immigration importante transformera la démographie régionale.
- 23 Les statistiques officielles ne reflètent pas l'état démographique réel de la région. Le Tibet est la seule région concernée par la campagne de développement du Grand Ouest où la majorité de la population (à peu près 94%, 2,46 millions de personnes) appartient à une seule ethnie non han, d'après le recensement de 2000. Les 6% de Han pris en compte par le recensement sont uniquement ceux dont le lieu de résidence légale et permanente est au Tibet. Mais des officiels locaux ont reconnu que Lhassa et Shigatse, les deux villes les plus importantes, avaient des populations han illégales et saisonnières de respectivement 100 000 et 50 000 personnes³¹, un ordre de grandeur proche du chiffre officiel pour la totalité de la population han dans la RAT³². Il existe des anomalies statistiques encore plus importantes : au milieu des années 1990, la population de la municipalité de Bayi était estimée à 16 000 habitants³³. Dans une publication gouvernementale de 1997, le chiffre est de 140 000³⁴, alors qu'officiellement le comté dont fait partie cette municipalité ne compte dans son ensemble que 26 000 habitants.
- 24 Pour les autorités, une urbanisation accrue est un moyen clé pour diriger les économies agricoles et pastorales vers le marché et « le développement socio-économique »³⁵. Cette politique est appliquée à l'échelle nationale³⁶, avec pour but un taux d'urbanisation de 50 % en 2020³⁷. La Région autonome du Tibet projette pour 2010, un taux d'urbanisation de 20%³⁸ : une projection qui devrait être réalisée notamment grâce à la création – prévue dans le Plan quinquennal régional – de quatre centres urbains dans la région. La capitale provinciale, Lhassa sera le centre d'un réseau régional modernisé de transports, de communications et d'énergie, et les autres centres urbains rayonneront sur les zones qui les entourent³⁹. Etant donné que l'écrasante majorité des Tibétains de la RAT sont des ruraux⁴⁰, et qu'il existe déjà des villes sinisées dans toute la région⁴¹, beaucoup de Tibétains en déduisent que ce volet de la campagne bénéficiera plus aux migrants qu'aux populations indigènes. Cette opinion courante est renforcée par la construction à grande échelle de nouveaux lotissements à Lhassa, Shigatse, Tsethang et Bayi, les villes les plus importantes. Ces constructions sont de style chinois, et les ouvriers qui les bâtissent ainsi que leurs occupants sont, jusqu'à présent, pour l'essentiel des Chinois han. Des événements comme le Premier Salon immobilier Lhassa-Sichuan⁴², qui s'est tenu à Lhassa en septembre 2002, viennent également renforcer l'impression que le développement du marché immobilier locatif, encouragé par le 10^e Plan quinquennal, vise principalement les migrants des provinces voisines très peuplées, en tant qu'investisseurs ou résidents

futurs. Ce n'est pas l'urbanisation en tant que telle qui dérange les Tibétains, mais l'afflux accéléré de population de Chine intérieure qui devrait l'accompagner.

- 25 Le niveau de migration, implicite dans la campagne actuelle, représente une rupture avec les politiques précédentes. De nombreux Tibétains éduqués dans le système chinois sont parfaitement conscients que les dirigeants chinois, dont Mao et Deng, considéraient le Tibet comme une destination possible pour des millions de colons chinois. Mais l'immigration à grande échelle n'a commencé qu'en 1992 : après la levée des restrictions sur les voyages à titre privé, des migrants économiques sont arrivés au Tibet en un nombre jamais vu auparavant⁴³. Depuis, ce phénomène s'est amplifié, comme cela a été prôné lors du Troisième Forum sur le Tibet, et la campagne de développement du Grand Ouest prévoit de l'intensifier encore davantage.
- 26 Le mot « immigration » n'est jamais employé explicitement dans le 10^e Plan quinquennal de la RAT et les Tibétains sont censés faire partie des bénéficiaires du développement économique. Mais le projet de développement repose sur des ressources humaines que le Tibet ne peut pas fournir. Les migrants économiques, qui ne sont pas les experts évoqués dans le discours officiel, représentent l'essentiel de la main-d'œuvre nécessaire au marché, à la construction et à l'extraction de ressources prévu par la campagne de développement. Et ces migrants sont en majorité des Chinois han. Dans le discours officiel, ils regroupent des « personnes de toutes les nationalités du Tibet », dont les pratiques culturelles ne font pas obstacle au développement du marché, comme ceux des Tibétains⁴⁴, et dont la présence contribuera à « améliorer la qualité de la population »⁴⁵, à aider à l'accélération économique et à garantir l'ordre social⁴⁶. Le discours ethnocentrique sur le développement économique est à la base des mesures de la campagne.
- 27 Urbanisation et migration sont deux politiques qui ont été couronnées de succès, d'après l'Etat, en Mongolie Intérieure et au Xinjiang, où les Han sont aujourd'hui dominants ou infiltrent de larges régions périphériques qui, il y a moins d'un siècle, n'était han ni démographiquement, ni culturellement⁴⁷. La doctrine sous-jacente de la grandeur de « l'agriculturalisme » han⁴⁸, dont les forces démographiques et culturelles ont transformé de vastes régions non han dans le passé — et parfois encore actuellement —, pourrait se comparer à la grandeur de l'urbanisation han dans les politiques actuelles. Les Han qui ont immigré au Tibet, temporairement ou définitivement, se regroupent principalement dans les zones urbaines qui, jusqu'à présent, reproduisent des formes caractéristiques des régions intérieures, malgré la récente approbation officielle pour la « mise en valeur de caractéristiques locales » dans des constructions citadines⁴⁹. Les plans de développement urbains n'ont pas uniquement pour but de recevoir des migrants han, même s'ils pourraient bien constituer la majorité de la population urbaine dans le futur, comme le suggèrent les tendances actuelles. On espère aussi que les ruraux tibétains migreront vers les villes, si l'on en croit les rapports étatiques et provinciaux sur les processus socio-économiques attendus. La réforme de l'enregistrement des ménages vise à faciliter l'exode rural⁵⁰.
- 28 De même, une réforme administrative prévoit que des villes pourront se voir « élevés » au statut de municipalités⁵¹. Cette série de mesures laisse supposer que de profonds changements structurels de la société se mettent peu à peu en place, selon une logique familière à la culture des Chinois han. La politique et le discours lient l'urbanisation au développement d'une société moderne et civilisée, dont les caractéristiques contribueront à la stabilité sociale, et son supposé corollaire, la stabilité nationale. Pour

l'Etat central, la migration et l'urbanisation signifient créer, dans une région frontalière peu intégrée comme le Tibet, un environnement dans lequel pourront se développer les particularités culturelles chinoises, et ainsi, atteindre les objectifs de la campagne de développement. Des études conduites dans d'autres régions de minorités ont montré que ce ne sont pas les migrants han qui doivent s'adapter à la culture et aux traditions locales. Les résultats des politiques passées et actuelles en matière de migration montrent que les migrants, en tant que représentants d'une majorité nationale dominante, influenceront et transformeront la société dans laquelle ils sont arrivés⁵². La rhétorique de la campagne de développement légitime politiquement les transformations sociales, par l'intermédiaire de bouleversements démographiques. C'est la dernière phase du projet chinois de civilisation et d'intégration à la nation des régions non han.

- 29 Les Tibétains adhèrent au projet de développement économique, mais dans un cadre tibétain. Le lien entre démographie, économie et politique est évident pour eux. La sinisation rampante des préfectures tibétaines autonomes du Qinghai, du Sichuan, du Gansu et du Yunnan⁵³, donne aux Tibétains de la RAT un exemple flagrant de la marginalisation et des risques de dilution culturelle induits par une immigration chinoise importante. Bien que les effets négatifs de l'immigration soient niés par les dirigeants du PCC⁵⁴, les Tibétains appréhendent l'impact d'une forte immigration sur leur culture. En privé, ils expriment cette crainte plus qu'aucune autre. De nombreux Tibétains sont d'accord avec la nécessité de compétences techniques pour assurer la modernisation, mais pour eux la dimension culturelle de la campagne de développement ne sera pas « civilisatrice »⁵⁵, mais conduira à la dégradation de la culture tibétaine.

La religion

- 30 En juin 2000, Li Dezhu définit la religion, élément de l'identité et de la culture des minorités nationales de l'Ouest, comme le principal obstacle à la mise en œuvre sans accroc de la campagne de développement : « Historiquement, les relations ethniques ont toujours été un point sensible dans les régions occidentales. L'impact négatif de problèmes hérités de l'histoire ne peuvent être éliminés à court terme, mais requièrent un effort durable. L'influence religieuse a une grande portée, et la complexité de la gestion des relations entre ethnies a été accentuée par l'entremêlement des questions de nationalité et de religion »⁵⁶.
- 31 Les déclarations des autorités suggèrent qu'elles anticipent des problèmes religieux, sociaux et de nationalité au Tibet. Il y est souvent fait allusion en terme de « séparatisme ». Dans la Région autonome du Tibet, où la population est en grande majorité bouddhiste, l'Etat associe religion et séparatisme. Les politiques anti-séparatistes dans le cadre de la campagne de développement établissent un lien entre religion et menace pour la sécurité de l'Etat et le développement. Ces politiques prennent une tournure spécifique dans la Région autonome du Tibet. Le Quatrième Forum sur le Tibet et le 10^e Plan quinquennal prévoient une stratégie plus répressive que réactive. Cette stratégie est décrite comme évoluant de la « sécurité élémentaire » vers une « sécurité sur le long terme »⁵⁷. Une évolution qui comporte une forte rhétorique anti-dalaï-lama, la poursuite des campagnes déjà existantes, comme « frapper fort », et une gestion plus rigoureuse par le Parti des religieux, des activités et des institutions religieuses⁵⁸.
- 32 Paradoxalement, la culture tibétaine et l'idéologie étatique chinoise lient toutes les deux la religion et l'identité nationale, base du conflit. L'Etat appelle à une association entre la religion et le sentiment patriotique, ce qui n'était pas le cas dans le Tibet pré-moderne, même lorsque les empereurs Qing considéraient le Tibet comme protectorat impérial. Les

dirigeants du Parti — de Jiang Zemin à Li Dezhu — ont décidé que la culture, inséparable de la religion dans les sociétés tibétaines, devait soutenir les objectifs idéologiques, politiques et de développement. Parallèlement, la Région autonome perçoit le phénomène religieux en termes stratégiques ; l'objectif est de réduire « les effets négatifs de la religion sur le développement et la stabilité de la région »⁵⁹.

- 33 Le dalaï-lama est qualifié de malfaiteur, destructeur non seulement de l'unité nationale, mais également du bouddhisme tibétain⁶⁰, un portrait qui consterne les Tibétains. Les déclarations officielles, qui associent la « construction de la civilisation spirituelle socialiste » à la lutte contre le séparatisme et l'influence négative de la religion, sous-entendent que le traitement du problème religieux par l'Etat doit être compris dans un cadre plus large, celui d'un processus de construction de la nation par une réorganisation de la société. Celui-ci concerne aussi bien les religieux au sens strict que la société dans son ensemble⁶¹. Deux ans après l'adoption de la campagne, le contrôle des pratiques, des institutions et du personnel religieux, y compris aux plus hauts niveaux, demeure une priorité⁶². L'appel de l'Etat pour que la religion serve l'idéologie étatique et les plans de développement accable les Tibétains ; il est en contradiction avec leurs convictions religieuses. Ils redoutent que cette contradiction ne mène leur région vers un avenir de moins en moins « tibétain ».

L'avenir économique

- 34 Le programme de développement au Tibet est fondé sur des liens démographiques et économiques renforcés avec la Chine de l'intérieur, l'exploitation des ressources locales, et la construction d'infrastructures. La campagne prévoit d'élargir et d'accélérer le processus par un « développement par bonds »⁶³. Le thème d'« accélération » se retrouve dans tous les programmes qui concernent les régions de minorités nationales. Il s'agit de rattraper les provinces de l'Est plus riches⁶⁴.
- 35 Zhu Rongji a prononcé un discours clé sur l'accélération économique lors du Quatrième Forum sur le Tibet en 2001 : il a identifié « la faiblesse des infrastructures » comme « le facteur principal empêchant le progrès économique au Tibet » et a appelé à la construction de projets dans tous les secteurs clés, à une meilleure exploitation des ressources à usage industriel, à un réajustement d'ensemble de l'agriculture et de l'élevage, à un accent plus fort sur le tourisme, et à l'utilisation de moyens scientifiques et technologiques plus performants⁶⁵. Zhu Rongji a par ailleurs promis des politiques préférentielles et des subventions généreuses de l'Etat dans tous ces domaines, ainsi qu'aux « pouvoirs politiques de base ». Ce faisant, il n'a laissé aucun doute sur l'engagement du gouvernement central à bâtir l'avenir du Tibet sur une base essentiellement nationale.
- 36 Le financement par le gouvernement central et l'accent mis sur les infrastructures caractérisent la politique tibétaine depuis les années 1950. Le montant des subventions versées à la Région autonome dans le cadre du 10^e Plan quinquennal illustre cet engagement de l'Etat, situation qui ne se retrouve pas forcément dans les autres régions concernées par la campagne de développement : de 37,9 milliards de yuan initialement prévus en août 2001⁶⁶ la somme est passée à 90 milliards de yuan en 2002⁶⁷. On peut y ajouter les 26,2 milliards de yuan pour la construction de la ligne de chemin de fer Qinghai-Tibet, un projet d'une ampleur extraordinaire décidé, financé et réalisé par l'Etat⁶⁸. Les autorités en attendent un impact « important (...) en termes politiques, économiques et militaires »⁶⁹, ce qui est vraisemblable, au vu des expériences passées de construction de chemins de fer au Far West ou en Sibérie. L'intégration économique du

Tibet au marché national doit le faire passer d'une situation économique marginale et sous-développée à une entité moderne mue par le marché, à laquelle « toutes les nationalités » participent.

- 37 La référence à la multi-ethnicité du Tibet dans le 10^e Plan (cinq occurrences) est sans doute la grande révélation du texte, puisqu'auparavant il n'existait qu'une seule nationalité significative dans la région, la tibétaine. De nombreuses prévisions de développement économique ne font sens que dans un contexte de forte immigration : urbanisation renforcée, industrialisation, mise en place d'une sécurité sociale, de commerces le long des axes de communications, hausse de la consommation, exploitation des ressources, liens entrepreneuriaux avec les provinces intérieures. L'ampleur et la nature de ces objectifs ne correspondent ni à la taille ni à la composition de la population tibétaine actuelle, telle qu'elle est officiellement décrite : 2,62 millions d'habitants sur 1,2 million de kilomètres carrés, une population à 80 % rurale (85 % pour les Tibétains)⁷⁰, dont le taux d'illettrisme est de 32,5 %⁷¹, avec pour les ruraux des revenus inférieurs à ceux du début des années 1990⁷².
- 38 Du point de vue tibétain, la volonté d'engager toute la nation dans le développement suggère que les Tibétains eux-mêmes n'y joueront pas un rôle majeur. Le 10^e Plan quinquennal de la Région autonome décrit les objectifs et les méthodes dans le cadre de la campagne nationale pour le développement du Grand Ouest, mais ceux-ci ne tiennent pas compte de la situation locale. Et il n'y a pas d'aménagements possibles, les modèles alternatifs ne sont pas pris en compte⁷³. L'exploitation des ressources tibétaines financée par l'Etat vise principalement à soutenir l'industrie chinoise, et non pas à favoriser le développement durable du Tibet ; une situation que même Hu Angang, l'un des principaux intellectuels partisans de la campagne de développement, juge problématique⁷⁴. Même si l'exploitation des ressources est de plus en plus ouverte aux investisseurs privés, les ressources restent propriété de l'Etat, conformément à la Constitution⁷⁵, ce qui prive la région d'actifs importants. En privé, les Tibétains se plaignent de ce processus, mais le sujet est trop sensible pour être abordé en public, puisqu'il peut être interprété comme une dynamique coloniale et en dernier ressort, comme une question de nationalisme⁷⁶.
- 39 De nombreux Tibétains ne partagent pas le discours officiel. Qu'en est-il à l'heure actuelle de l'impact de la campagne en cours ? Le rapport d'activité du gouvernement de la Région autonome, rendu public en janvier 2003 et portant sur les cinq dernières années, a reconnu certaines limites dans l'avancement de la plupart des projets, de manière succincte, mais franche : « la restructuration économique progresse lentement mais sûrement, et l'on doit mieux utiliser les avantages des industries spécifiques de la région ; le développement de la mécanisation de l'agriculture et de l'élevage est lent, et il y a peu de possibilités pour les paysans et éleveurs d'augmenter leurs revenus. Les préparations préliminaires aux projets sont en retard et nous manquons d'expérience dans la construction et la direction des projets les plus importants ; le système de protection sociale n'est toujours pas parfait et la situation de l'emploi n'est pas encourageante ; il y a toujours des lacunes dans la mise en œuvre des politiques préférentielles et le climat d'investissement doit être amélioré. Il n'y a pas assez de personnel formé et il n'est pas structuré rationnellement. Certains départements et certaines localités manquent de créativité dans leur travail et les méthodes de travail des cadres doivent être améliorées. Enfin, lutter contre le séparatisme et préserver la stabilité sociale s'avèrent être des tâches très difficiles ».

40 En même temps, les statistiques font état d'une croissance économique de 10,9% entre 1998 et 2002⁷⁷, une croissance attribuée par un dirigeant du gouvernement régional, à la construction de projets-clés grâce aux investissements du gouvernement central⁷⁸. Mais les revenus urbains (7 119 yuan) sont cinq fois plus élevés que les revenus ruraux (1 404 yuan), les plus faibles de la RPC, qui concernent 85% de la population tibétaine. Bien que les dirigeants provinciaux soient conscients des inégalités entre citadins et ruraux, et de la mise à l'écart des bénéfices socio-économiques de la majeure partie de la population tibétaine, réviser les priorités de l'Etat en fonction des préoccupations locales ne semble pas à l'ordre du jour.

41 Non seulement les priorités ou les attentes locales ne comptent pas par rapport à la volonté de développement de l'Etat ⁷⁹, mais, de plus, la campagne impose des normes culturelles chinoises implicites. La culture tibétaine, à travers l'industrie du tourisme notamment⁸⁰, est censée devenir une marchandise adaptée aux besoins de l'économie socialiste de marché. L'agriculture et l'élevage vont être reconfigurées, pratiquement hors de tout contrôle des principaux intéressés. Les Tibétains sont particulièrement inquiets de la sédentarisation des éleveurs nomades⁸¹, parfois imposée, parfois inévitable, mise en œuvre à des degrés divers au Tibet avant le Grand Bond en avant⁸², et actuellement encouragée par le Plan quinquennal provincial⁸³. Ce mode de vie a préservé les valeurs culturelles et écologiques tibétaines⁸⁴. Il existe des précédents de transformations du même type en RPC, par exemple en Mongolie intérieure où le pastoralisme est devenu une incarnation romantique de l'identité mongole, que seuls quelques Mongols perpétuent encore à ce jour⁸⁵.

La loi

42 Les projets de développement de la RPC pour le Tibet reposent sur des dispositions constitutionnelles et un ensemble législatif qui se constitue progressivement. Cette base légale assurera une mise en œuvre par le haut de la campagne de développement du Grand Ouest, sans que le processus ne soit perturbé par des contestations venant de la base. Le cadre légal de la mise en œuvre de la campagne au Tibet repose sur :

43 (a) une loi sur l'autonomie régionale qui attend des gouvernements des régions dites autonomes de suivre les instructions émanant des plus hauts niveaux gouvernementaux, et d'accélérer la mise en œuvre des directives politiques (article 7)⁸⁶ ;

44 (b) des réformes juridiques locales pour que l'Etat puisse mener sa politique sans entrave, sans que les citoyens puissent s'y opposer ;

45 (c) la Constitution qui interdit tout acte contraire aux « intérêts » de l'Etat (article 54).

46 Ironiquement, les mécanismes et les protections juridiques que le gouvernement affirme vouloir mettre en place, ne sont pas destinés à protéger les citoyens, ou à assurer un recours légal contre les politiques, mais ont pour unique but de garantir à l'Etat le droit de transformer les régions des minorités nationales. Des juristes chinois ont critiqué la révision de la loi sur l'autonomie régionale, adoptée en février 2001, car elle ne tient pas assez compte des rapports légaux entre les administrations centrales et les régions autonomes⁸⁷. Pourtant, en inscrivant la campagne dans un cadre légal, la RPC peut proclamer qu'elle est mise en œuvre « légalement » :

47 « Nous devons aider les institutions judiciaires à tous les niveaux pour l'introduction rapide de règles et de règlements et la promulgation de politiques nationales pour les régions des minorités nationales. Nous devons utiliser des méthodes légales, afin de garantir légalement la mise en œuvre de ces politiques⁸⁸ ».

- 48 Au niveau provincial, le 10^e Plan quinquennal de la RAT fait écho à cette position :
- 49 « Nous devons développer des lois au niveau local, en insistant sur leur compatibilité avec l'économie socialiste de marché (...) Nous devons renforcer et améliorer l'application de la loi, afin de créer un environnement légal sain pour la mise en œuvre de la campagne de développement du Grand Ouest dans notre région, et pour préserver la stabilité sociale⁸⁹. »
- 50 Les révisions de février 2001 de la loi de 1984 sur l'autonomie régionale ont été entérinées par l'Assemblée populaire nationale (APN) juste un an après l'annonce du lancement de la campagne de développement du Grand Ouest. Ce n'est pas pure coïncidence : d'après un vice-directeur du comité permanent de l'APN, les amendements ont été pensés pour faciliter la mise en œuvre de la campagne⁹⁰. Ils témoignent d'un glissement des priorités : de la protection des intérêts socioculturels et économiques locaux au « règlement des problèmes » conformément au principe de la solidarité nationale⁹¹. Le vocabulaire utilisé dans la loi révisée fait écho aux principales formules de la campagne de développement : intégration et modernisation socialiste, résolution de la question ethnique, développement de l'économie socialiste de marché, protection de l'unité nationale, etc.⁹² Même si les politiques et la loi évoquent l'« autonomie », en pratique le Tibet va vers l'intégration.
- 51 La question de la culture locale, qualifiée de rétrograde, potentiellement dangereuse et constituant un obstacle à la mise en œuvre de la politique de l'Etat dans les régions de minorités ethniques, revêt une importance particulière au Tibet du fait de sa dimension religieuse, qui l'associe à une identité nationale non chinoise. Les restrictions légales en matière de pratiques religieuses sont davantage appliquées au Tibet, et parfois avec plus de férocité, que dans les régions « chinoises » de Chine. Les déclarations relatives à la campagne de développement montrent clairement la volonté de poursuivre les contrôles légaux rigoureux en la matière. La nouvelle dissidence politique qui a émergé au Tibet depuis la fin des années 1980, qualifiée de nationalisme tibétain par les deux parties, a subi de lourdes condamnations légales sous le coup de la loi de la sécurité de l'Etat et de la loi pénale. Des campagnes politiques ont qualifié la pratique et l'expression religieuse de subversives pour la sécurité de l'Etat. De nombreux éléments des politiques étatique et provinciale actuelles, relèvent l'intolérance religieuse officielle, et cela en contradiction avec les normes établies par le Parti⁹³.
- 52 Les dirigeants de la RPC estiment que la campagne de développement du Grand Ouest assurera la stabilité et la prospérité des régions occidentales. La Constitution et l'appareil politique-légal leur confèrent le droit gouverner les Tibétains en tant que citoyens de la Chine. Des lois ont été spécialement créées pour faciliter et valider le contrôle central. On prévoit des conflits ethniques et des mouvements séparatistes éventuels : on les désigne parfois sous des termes codés tels que « contradictions entre le peuple dans la nouvelle époque »⁹⁴, ou plus ouvertement dans des mesures destinées à renforcer les forces de sécurité dans les régions frontalières. Ces craintes imprègnent les dispositions légales qui accompagnent la mise en œuvre de la campagne de développement, de même que le vocabulaire politique et juridique guide les régions de minorités sur le chemin officiel de la modernisation socialiste et de l'intégration nationale.
- Résoudre le problème des nationalités
- 53 En plaçant le futur du Tibet — une région nominalement autonome, avec une identité historiquement distincte —, dans le cadre de la stabilité et de la sécurité nationales, la

campagne de développement du Grand Ouest reconnaît implicitement le différend politique de base entre l'Etat et de nombreux Tibétains. Cet élément, dû à l'homogénéité démographique originelle de la région et son isolement des centres de culture et de population chinoises, rend la dimension culturelle du projet plus importante que son volet économique. Sur le plan culturel, la campagne semble poursuivre un double objectif : l'intégration et l'adhésion rhétorique à la diversité culturelle, qui doivent cependant tendre au but ultime, l'unité nationale. Bien que ces deux objectifs soient proclamés, dans certaines régions — et au Tibet en particulier —, leur poursuite simultanée est impossible. Les autorités, tout en reconnaissant la dimension multi-ethnique de l'Etat chinois, placent au premier rang de leurs priorités les objectifs de développement et les visées stratégiques.

- 54 La méthode pour atteindre ces objectifs est : « le développement ». « Le développement est le dernier mot »⁹⁵, « la base pour résoudre tous les problèmes du Tibet »⁹⁶, et la « vérité infaillible » pour générer de la « stabilité dans la nouvelle ère »⁹⁷. Cependant, le « développement » sert un projet d'assimilation et de construction de l'Etat ; un projet aux visées colonialistes. Le paradigme du développement oblitère la question de l'autonomie des régions dites « autonomes ». Le centre peut développer le Tibet sans se soucier de son statut : ce dernier donne au Tibet le droit de participer aux projets nationaux de développement et d'unification, mais pas celui d'y échapper. Certaines déclarations au niveau provincial, évoquant des besoins locaux non satisfaits par la politique de développement, suggèrent que la politique du gouvernement central, tout comme dans le passé, vise exclusivement des objectifs nationaux.
- 55 Résoudre le problème des nationalités ne peut avoir que des accents culturalistes dans cette région où la culture locale affiche de manière récurrente son refus d'être intégrée. L'Etat anticipe d'ailleurs que son projet sera l'objet de profondes contestations au Tibet, et demande donc que l'opposition soit « prise en main correctement et rapidement » avant qu'elle n'« affecte l'unité nationale et la stabilité sociale »⁹⁸.
- 56 Au niveau central et provincial, les autorités insinuent que l'opposition tibétaine ne tient pas au rejet fondamental des modèles de développement chinois, mais à la faiblesse de la culture tibétaine et aux interférences extérieures. Quelle que soit son origine, tous les moyens seront utilisés pour éliminer la dissidence et la résistance. La politique et la loi assurent « la mise en œuvre sans accroc de la campagne de développement »⁹⁹. Cette mise en œuvre s'appuie sur les politiques antérieures : augmentation de l'immigration en provenance de l'intérieur de la Chine, développement économique accéléré par des mesures et des investissements publics, intégration du marché tibétain au marché national et appels à l'intégration culturelle. Dans le futur, pour juger du succès de la RPC à « résoudre le problème des nationalités » au Tibet, il faudra d'abord s'assurer que la culture des habitants de la région est toujours « tibétaine ».

NOTES

1. Cet article a été présenté à une conférence ayant pour thème « Ouverture de l'Ouest : la politique de développement régional de la Chine », organisée à Hambourg (Allemagne) du 8 au 10 mai 2003, par *The China Quarterly* (Londres), l'Institut des Affaires asiatiques (Hambourg), et l'Institute for International Affairs, de la University of Technology de Sydney (Australie).

2. Le terme « Tibet » désigne uniquement la Région autonome du Tibet (RAT), une entité administrative de rang provincial, mise en place en 1965, qui comprend la zone du Tibet située à l'ouest du Yangzi, et qui, auparavant, était sous la juridiction du gouvernement tibétain à Lhassa. D'autres zones à dominance ethnique tibétaine ont été incorporées dans quatre autres provinces chinoises (Yunnan, Sichuan, Gansu et Qinghai) et sont généralement des préfectures tibétaines autonomes. Par commodité, nous adhérons à l'usage en vigueur en RPC.

3. Li Dezhu, ministre de la Commission d'Etat pour les Affaires ethniques : « Le développement du Grand Ouest et le problème des nationalités en Chine » (*Xibu da kaifa yu woguo minzu wenti*), *Qiushi*, 1^{er} juin 2000, n° 11, pp. 22-25.

4. Li Dezhu, op. cit., 3^e partie.

5. Cette étude se base sur des échanges informels avec des informateurs de différents milieux : des officiels, des religieux, des membres de la sécurité publique, des entrepreneurs, des professeurs, des étudiants, des ruraux et des urbains. La protection de l'identité des informateurs a toujours été considérée comme un pré-requis. Les opinions considérées comme « tibétaines » ou « locales » résument les jugements observés par l'auteur sur la période 1980-2002, dans la Région autonome du Tibet et dans d'autres parties tibétaines de la RPC.

6. Li Dezhu, op. cit., 1^{ère} partie.

7. Hu Angang suggère qu'une période de cinquante ans sera nécessaire pour atteindre les buts de la politique de développement du Grand Ouest (Zhang Yangxin et Feng Qijian, « L'économiste chinois Hu Angang souligne la nécessité d'aider les pauvres dans les régions de l'Ouest en voie de développement », Pékin, *Xinhua*, Hong Kong Service, 20 octobre 2000). Li Dezhu considère également le développement comme l'œuvre de « plusieurs générations ».

8. Li Dezhu, op. cit. Voir également « Avis du Conseil d'Etat sur les politiques et mesures de mise en œuvre du développement des régions de l'Ouest », Pékin, *Xinhua*, 27 décembre 2000 : « Développer l'Ouest est un défi remarquable et une impressionnante mission historique » et la position de Jiang Zemin qui considère que le développement de l'Ouest est une responsabilité historique difficile et sans précédent (*Renmin ribao*, 19 juin 1999, cité par Gao Zhao Ping et al éd., *Zhongguo xibu da kaifa zhanlue yanjiu* (Etudes sur la stratégie de développement du Grand Ouest), Xining, Qinghai renmin chubanshe, 2000, p.18.

9. Li Dezhu, op. cit., 2^e partie. Le terme traduit ici par « cristallisation », *ningjuli*, apparaît deux fois dans le texte original en chinois de Li Dezhu publié dans *Qiushi*. En 1999, dans le cadre de la campagne de développement des régions du Centre-Ouest, Jiang Zemin utilisait déjà le terme de *ningjuli* en soulignant la nécessité de développer les régions de

- minorités afin de promouvoir l'égalité, la prospérité et le développement économique. Cela renforcerait la cristallisation des nationalités chinoises en un seul corps, ce qui permettrait de maintenir la stabilité et de consolider la défense des frontières de la patrie (*Renminbao*, 19 juin 1999, cité dans *Zhongguo xibu da kaifa zhanlue yanjiu*, p.17).
10. Lhasa, *Xizang ribao*, 7 août 2001. En 2001, Ragdi était vice-secrétaire du comité permanent du Parti et vice-président du comité permanent de l'Assemblée populaire de la Région autonome.
 11. Lhasa, *Xizang ribao*, 9 juin 2001 : « Grandes lignes du 10^e Plan quinquennal de développement économique et social ».
 12. Les autres forums se sont tenus en 1980, 1984 et 1994.
 13. « Les discours de Jiang Zemin et Zhu Rongji au PCC, Réunion de travail du Conseil d'Etat sur le Tibet », Pékin, *Xinhua*, 29 juin 2001.
 14. L'accord en 17 points entre les gouvernements chinois et tibétain qui symbolise pour la Chine la date de la libération pacifique a été signé le 23 mai 1951. Les dirigeants de Pékin, y compris Hu Jintao, se sont rendus à Lhasa pour des célébrations officielles en juillet.
 15. *Xinhua*, 29 juin 2001.
 16. A l'exception du Xinjiang, où les tensions ethniques et frontalières posent des problèmes plus importants que ceux du Tibet au gouvernement chinois.
 17. Lhasa, *Xizang ribao*, 6 août 1994.
 18. Li Dezhu, op. cit.
 19. *Xinhua*, 19 juillet 2001.
 20. David S. G. Goodman, « The Politic of the West : Equality, Nation-Building and Colonisation », dans François Godement éd., *La Chine et son Occident*, Paris, Centre Asie IFRI, 2002, pp. 23-55.
 21. Voir par exemple l'introduction à *Zangzu jianshi* (Courte histoire de la nation tibétaine), Xizang renmin chubanshe, 2000 (édition originale de 1985) ou le discours de Hu Jintao lors du 50^e anniversaire de la libération pacifique du Tibet, Pékin, *Xinhua*, 19 juillet 2001.
 22. Li Dezhu, op. cit., 2^e et 4^e parties.
 23. Voir par exemple le rapport d'activité du gouvernement de la région autonome du Tibet, rendu public en janvier 2003 : « le 16^e congrès du Parti qui s'est tenu en novembre l'année dernière (...) a élaboré des plans de travail pour développer l'économie socialiste, la politique et la culture aux caractéristiques chinoises ».
 24. Entretien avec Legqog, président du gouvernement de la Région autonome du Tibet, *Qiushi*, 16 septembre 2000.
 25. Jiang Zemin lors du Quatrième Forum sur le Tibet, *Xinhua*, 29 juin 2001.
 26. *Qiushi*, 16 septembre 2001.
 27. Voir note 25 ci-dessus.
 28. Li Dezhu, op. cit.
 29. Avis du Conseil d'Etat sur « La mise en œuvre des mesures pour développer la Chine de l'Ouest », mesure du point 5 (1).
 30. Certains articles de recherche chinois situent les migrations résultantes de la campagne de développement dans le mouvement historique de déplacement de populations du centre vers l'ouest lors des campagnes impériales d'« ouverture », mais en ajoutant les objectifs de modernisation de la stratégie (voir Mao Gongning et Wang Tiezhi éd., *Minzu quyu zizhi xinlun* [Nouvelles discussions sur l'autonomie régionale], Pékin, Minzu chubanshe, 2002).

31. Washingtonpost.com, *World in Brief*, 8 août 2002 (Reuters) « Le nombre de Chinois est sur le point de dépasser le nombre de Tibétains à Lhassa », citation de Jin Shixun, directeur général adjoint de la Commission de développement et de planification au Tibet : « actuellement, la population de Lhassa est d'environ 200 000 habitants. A peu près la moitié est constituée de migrants... et ce nombre va certainement augmenter ». Pour Shigatse, voir Damien McElroy, « Les Tibétains se languissent du Dalaï Lama », Londres, *Daily Telegraph*, 16 septembre 2002.
32. 160 000 d'après le recensement de 2000.
33. *Xizang zizhiq dituce* (Atlas de la Région Autonome du Tibet), Pékin, édition de la cartographie chinoise, 1996, p.154.
34. *China's Tibet*, vol. 8 n° 6, 1997 : différents rapports sur le comté de Linzhi (Nyintri en tibétain).
35. 10^e Plan quinquennal de la RAT, chapitre 7, « Intensifier l'urbanisation et augmenter le taux d'urbanisation », *Xizang ribao*, 9 juin 2001.
36. Voir le 10^e Plan quinquennal national, chapitre IX.
37. Zeng Peiyan, ministre de la Commission de la planification, et Zheng Xinli, directeur adjoint du Bureau de recherches politiques du comité central du Parti, cités par peoplesdaily.com le 6 décembre 2002.
38. *Xibu da kaifa zhinan : tongji xinxi zhuanji* (Guide de la campagne de développement du Grand Ouest : spéciale édition de statistiques et d'informations), Centre de recherche sur le développement de l'Assemblée populaire nationale (APN), Association d'évaluation commerciale, Bureau des statistiques nationales, Pékin, Zhongguo shehui chubanshe, juin 2000, p. 374. En 2000, la population urbaine de la RAT était déjà estimée à 19 %. Les 20 % ici concernent les fermiers et les gardiens de troupeaux, majoritairement tibétains, dont le taux d'urbanisation est actuellement de 15%.
39. 10^e Plan quinquennal de la RAT, chapitre 7.
40. 85% d'après le recensement de 2000. La proportion de ruraux est de 81% pour la RAT. C'est le taux le plus élevé de toutes les provinces de la RPC, le seul dépassant les 80% : suivent le Guizhou, le Yunnan et le Henan avec 76 % (*China Population Statistics Yearbook 2001*, Pékin, China Statistics Press, 2001, p. 51)
41. Par exemple Bayi (Linzhi), mentionnée ci-dessus, décrite ainsi dans *China's Tibet*, vol. 8, n° 6, 1997 : « Avec l'aide des provinces du Guangdong et du Fujian, la nouvelle ville s'est érigée à partir de presque rien... Avant que la ville ne devienne ce qu'elle est maintenant, Bayi était une réminiscence de quelques villages en ruines, longeant la rivière Nyang. Les habitants vivaient de cultures de subsistance et d'élevage. (...) C'est à présent une ville moderne, avec une population de 140 000 habitants. Cela fait exactement un an que Bayi a commencé à se transformer. Ses chemins caillouteux sont devenus des routes goudronnées. Ses huttes en ruines ont été transformées en appartements modernes et en centres commerciaux. La rue du Guangdong, la rue du Fujian, la rue de Zhuhai, la rue de Hong Kong, ainsi que la place Xiamen et le marché de Zhujiang ont été construits en 1996... quelques 110 000 m² de zones résidentielles ont été ornées de très beaux jardins. Ces projets ont demandé un investissement total de 120 millions de yuan ». Ce rapport donne une indication de la vitesse avec laquelle les villes sont construites.
42. Ben Dolven, « Tibet : Hope Springs Eternal », *Far Eastern Economic Review*, 26 septembre 2002.
43. Comme le rapporte Zhongguo xinwen she, 3 juillet 1993. Voir John Kransky, « Central Lhassa and migration : economic development and social consequences », *Provincial China*, n° 2, octobre 1996, pp.16-44. Entre le quatrième (1990) et le cinquième (2000)

recensement de population, la population de chinois han au Tibet a augmenté de 92%, passant de 80 837 à 155 300 habitants. Ces chiffres ne comptabilisent pas les milliers de migrants économiques qui ne sont pas enregistrés et dont la présence, temporaire, voire permanente, affecte dangereusement les équilibres socio-économiques.

44. Interview de Legqog dans *Qiushi*, 16 septembre 2000.

45. L'argument de la « faible » qualité de la population dans les régions occidentales — qui renvoie au faible niveau d'éducation — est souvent combiné avec le besoin de « personnel talentueux » venu de l'est. Voir par exemple Liu Jiaqing, « Analyse de l'environnement démographique dans le contexte du développement en Chine de l'Ouest », *Renkou yanjiu* (Recherche sur la population), 1^{er} juillet 2001, pp. 46-50 ; et Ga Baoying, « Sur quelques facteurs qui ralentissent le développement des régions de minorités en Chine de l'Ouest », *Qinghai minzu yanjiu* (Recherche sur les nationalités du Qinghai), vol. 13, n° 2, juillet 2002.

46. Rapport d'activité du gouvernement au Tibet, « Suggestions pour l'orientation du travail des cinq prochaines années », 2^e partie : « Il est urgent... de faire venir rapidement le personnel nécessaire des régions extérieures afin de réaliser le développement à pas de géant et de promouvoir un ordre et une stabilité durables », Lhassa, *Xizang ribao*, 29 janvier 2003.

47. D'importantes migrations de Chinois han en Mongolie intérieure ont commencé à la fin de la dynastie des Qing, et surtout après 1902. En 2000, les Chinois han formaient 79,2% de la population. Au Xinjiang, la population han est passée de 6,7% en 1949 à 40,61% en 2000.

48. Almaz Khan, « Who are the Mongols? State, Ethnicity, and the Politics of Representation in the PRC », Melissa J. Brown éd., *Negotiating Ethnicities in China and Taiwan*, Berkeley, University of California Press, 2001, p.128. L'auteur utilise le terme de « grandeur de l'agriculturalisme han » (*great Han agriculturalism*).

49. 10^e Plan quinquennal de la RAT, chapitre 7.

50. 10^e Plan quinquennal de la RPC, chapitre 9 ; 10^e Plan quinquennal de la RAT, chapitre 7.

51. 10^e Plan quinquennal de la RAT, chapitre 7 ; rapport d'activité du gouvernement tibétain, 2^e partie.

52. Mette Halskov Hansen, « The Call of Mao or Money ? Han Chinese Settlers on China's South-western Borders », *The China Quarterly*, n° 158, juin 1999, pp. 394-413.

53. Sur les conséquences du développement dans ces régions au milieu des années 1990, voir Steven D. Marshall et Susette Terner Cooke, *Tibet Outside the RAT*, Washington, Alliance for Research in Tibet (ART), 1997, CD-ROM.

54. Secrétaire exécutif délégué du Parti à la RAT, *Xizang ribao*, 7 août 2001.

55. Li Dezhu, op. cit. ; 10^e Plan quinquennal de la RAT, chapitre 17 et allusions de nombreux autres dirigeants. Par exemple, voir Jiang Zemin sur l'importance de mener à bien le travail du parti sur les nationalités et les religions comme instrument pour mettre en œuvre avec succès la campagne de développement (*Jingji cankao bao* [Les informations économiques de référence], 22 juin 2000, cité dans *Zhongguo xibu da kaifa zhanlue yanjiu*, pp.23-26).

56. Li Dezhu, op. cit.

57. Cf. Jiang Zemin au Quatrième Forum sur le Tibet (*Xinhua*, 29 juin 2001).

58. Voir le discours de Jiang Zemin au Quatrième Forum sur le Tibet ; le 10^e Plan quinquennal de la RAT, chapitres 17, 18 et 19, et le rapport d'activités du gouvernement tibétain, chapitre 2(4), « Faire vraiment du bon travail en matière de nationalités et de religion ».

59. Le 10^e Plan quinquennal de la RAT s'attaque au problème dans la 7^e partie, « Civilisation spirituelle, démocratie et système légal », chapitre 7 : « Accélérer la construction de la civilisation spirituelle socialiste », chapitre 18 : « Faire du bon travail en matière de nationalité, de front uni, de religion et de renforcement de l'unité nationale », et chapitre 19 : « Mener la lutte anti-séparatiste en profondeur, et maintenir la stabilité sociale et politique ».

60. « Nous nous devons d'exposer son caractère réactionnaire et son hypocrisie religieuse. Nous devons reconnaître le dalaï-lama pour ce qu'il est : le chef d'un groupe de séparatistes politiques qui conspirent pour l'indépendance du Tibet, l'outil fidèle des forces anti-chinoises dans le monde, la dernière source de désordre social au Tibet, et le premier obstacle dans la création d'un ordre normal dans le bouddhisme tibétain » (10^e Plan quinquennal de la RAT, chapitre 19).

61. La méthode consiste en des campagnes patriotiques d'éducation dans les communautés religieuses, à adapter la religion au socialisme, et à répandre les principes de la civilisation spirituelle socialiste. Il est toujours interdit aux membres du Parti d'avoir quelque croyance religieuse, ce qui pose problème à de nombreux cadres tibétains.

62. Cela signifie la gestion des dirigeants religieux potentiels : « il est nécessaire de renforcer le contrôle sur la réincarnation des Bouddhas vivants et d'attacher une grande importance à la formation et à l'éducation des Bouddhas vivants » (Rapport sur le travail du gouvernement de la RAT).

63. Jiang Zemin au Quatrième Forum sur le Tibet ; 10^e Plan quinquennal de la RAT.

64. Voir par exemple, Chen Kuei (Académie chinoise des sciences sociales, centre de recherche sur le développement de l'Ouest), *Xibu kaifa da zhanlue yu xin silu* (La campagne de développement de l'Ouest et la nouvelle pensée), Pékin, Ecole centrale du Parti, 2000, chapitre 3.

65. Quatrième forum sur le Tibet (*Xinhua*, 29 juin 2001).

66. Assistance et subventions pendant le 10^e Plan quinquennal de la RAT (Interview avec Legqog dans *Hong Kong Ta Kung Pao* 9 août 2001). Plus tard, la somme a été évaluée par Legqog à 31,2 milliards de yuan pour les projets clés d'infrastructures, et à 36,9 milliards de yuan en subventions fiscales, (*Xinhuanet*, 16 septembre 2002).

67. *Xinhuanet*, 16 septembre 2002. 90 milliards de yuan est une somme significative si on la compare à la somme totale de 20 milliards de yuan allouée à la Région autonome dans les quarante années précédant 1994 (*Zhongguo xinwenshe*, Pékin, 28 juin 1994).

68. L'idée de construire une ligne de chemin de fer de Chine intérieure vers le Tibet a été émise à l'origine par Sun Yat-sen puis reprise par le PCC dans les années 1950. La section comprise entre Xining et Golmud a été commencée en 1958, poursuivie en 1979 et achevée en 1984. Les obstacles techniques à la construction de la section Golmud-Lhassa ont été surmontés, et la construction de la ligne a débuté en juin 2001.

69. Vice-ministre des chemins de fer, Sun Yongfu, *Xinhua*, 7 mars 2001.

70. *Zhongguo renkou tongji nianjian 2001* (Annuaire statistique 2001 sur la population chinoise), Pékin, China Statistics Press.

71. *Zhongguo renkou tongji nianjian 2001*, p. 50.

72. Voir *TIN News Update* 6 février 2003, « Rural standards of living in the RAT still below 1992 levels ».

73. Quelques économistes chinois mettent de plus en plus en doute l'adaptabilité du modèle macro-économique au Tibet, mais faute de place nous ne pouvons discuter ici leurs arguments.

74. Hu Angang, « Le problème du choix du bon chemin pour la modernisation tibétaine », *China Tibetology*, n° 1 (janvier 2001), pp.3-26 (trad. Tibet Information Network).

75. Constitution de la RPC, 1982, section 1, article 9 : « Les ressources minérales, eau, forêts, montagnes, prairies, les terres non défrichées, les plages et autres ressources naturelles sont propriété de l'Etat ». Cet article soulève des problèmes politiques délicats pour les Tibétains qui contestent la souveraineté de la RPC sur le Tibet. La Constitution de la RPC (Art. 118) et la loi sur les ressources minérales (1986, amendée en 1996) accordent ce que l'Etat appelle « une considération due » aux intérêts des minorités des régions dans lesquelles les ressources sont exploitées. La loi révisée sur l'autonomie des régions (2001), si elle parle d'« un certain niveau de compensation » pour l'extraction des ressources naturelles, déclare aussi que leur exploitation sera gouvernée par la politique centrale (« plans unifiés ») et par la demande du marché et sera subventionnée par l'Etat (Wang Chi et Shen Lutao, « D'importants amendements sont faits à la loi sur l'autonomie des régions », *Xinhua*, Pékin, 28 février 2001).

76. Exprimer de telles opinions peut être légalement puni. Par exemple, en 1996, dans le comté de Seda (en tibétain : Serthar), dans la préfecture tibétaine autonome de Ganzi (Kardze) dans le Sichuan, un lama tibétain a été condamné à une peine de 6 ans pour des activités soit-disant pro-indépendantistes. Il a nié cette accusation, bien qu'il ait écrit des lettres aux autorités locales dans lesquelles il critiquait l'extraction d'or près de son monastère comme causant des dommages à l'environnement, et soulignait que les Tibétains ne touchaient pas le partage des bénéfices économiques. Voir *Mining Tibet : Mineral exploitation in Tibetan areas of the PRC*, Tibet Information Network, Londres 2002, pp.103-104.

77. « Le Tibet fait état d'une croissance à deux chiffres », *Xinhua*, 13 janvier 2003.

78. « Le Tibet prend la première place des régions occidentales en terme de croissance », *Xinhua*, 10 décembre 2002.

79. La loi révisée sur l'autonomie régionale ne traite pas beaucoup de l'exercice de l'autonomie régionale. Elle se concentre plutôt sur la « résolution des problèmes » dans le développement social et économique régional et « promeut la solidarité nationale » (*Xinhua*, 28 février 2001).

80. 10^e Plan quinquennal de la RAT, chapitre 4. En 1996, on a fait du tourisme l'une des industries piliers de la Région autonome du Tibet. Ainsi, l'invocation du potentiel économique du Tibet par l'exploitation et l'adaptation d'une culture locale non han par la campagne de développement ne constitue pas une innovation, mais plutôt une intensification et une accélération d'une approche déjà existante ici et dans d'autres régions de minorités. Tim Oakes évoque l'expérience de tourisme ethnique au Guizhou dans « Selling Guizhou : cultural development in an era of marketisation », Hans Hendrischkie et Feng Chongyi eds., *The Political Economy of China's Provinces: comparative and competitive advantage*, Londres, Routledge, 1999, pp. 31-72. Des indicateurs actuels du marché touristique au Tibet démontrent la présence écrasante du tourisme domestique : plus d'un demi-million de touristes domestiques, soit quatre fois plus que le nombre de touristes étrangers, ont visité la Région autonome du Tibet en 2001 (Rapport d'activité du gouvernement de la RAT pour 2002) et six fois plus en 2002 (différents rapports du *Xinhua*). 1,16 million de touristes domestiques et 240 000 touristes étrangers sont attendus en 2005. Ainsi, l'adaptation de l'industrie touristique au marché semble probable : prolifération d'hôtels à Lhassa, construits et utilisés par un personnel venant de Chine intérieure. Le fait que les Chinois possèdent plus d'entreprises touristiques que les Tibétains confirme cette tendance actuelle.

81. 10^e Plan quinquennal de la RAT, 2^e partie, chapitre 2.
82. George Ginsburgs et Michael Mathos, *Communist China and Tibet : The First Dozen Years*, La Haye, Martinus Nijhoff, 1964, pp. 153-154.
83. 10^e Plan quinquennal de la RAT, 2^e partie, Chapitre 2.
84. Voir Robert B. Ekvall, *Fields on the Hoof : Nexus of Tibetan Nomadic Pastoralism*, New York, Holt, Rinehart & Winston, 1968. Voir aussi Geoffrey Samuel, *Civilised Shamans : Buddhism in Tibetan Societies*, Washington et Londres, Smithsonian Institution Press, 1993.
85. Dans les années 1980, seulement 18% des Mongols étaient classés dans la catégorie « pasteurs » (448 020), soit 2,3% de la population totale de Mongolie intérieure, qui est actuellement à 79% han. Pour une analyse pertinente de l'identité mongole au sein de la Région autonome de Mongolie intérieure, voir Almaz Khan, « Who Are the Mongols ? State, Ethnicity and the Politics of Representation in the PRC ».
86. Article 7 : « Les organes des gouvernements des régions autonomes doivent placer l'intérêt de la nation au-dessus de tout et faire des efforts pour exécuter les directives données par les organes du plus haut niveau de l'Etat » (Loi de la RPC sur l'autonomie régionale, 1984).
87. Voir par exemple Wei Yiming, « Défauts des amendements sur la loi sur l'autonomie des régions de minorités », *Shanghai Faxue* (Etudes légales de Shanghai, journal de l'Institut d'études politiques et légales de la Chine de l'Est), 10 août 2001, pp. 20-23.
88. Li Dezhu, op. cit.
89. 10^e Plan quinquennal de la RAT, 7^e partie, chapitre 7.
90. Tomur Dawamat, « Jiejue Zhongguo minzu wentide chenggong zhi lu » (La voie vers une solution au problème chinois des nationalités), *Minzu quyue zizhi xinlun*, p.15
91. Wang Chi et Shen Lutao, « D'importants amendements sont apportés à la loi sur l'autonomie régionale » *Xinhua*, 28 février 2001.
92. Voir l'avant-propos de la loi révisée sur l'autonomie des régions de minorités ethniques, 2001.
93. La politique religieuse et sa mise en œuvre sont toutes les deux déterminées et dirigées par le Parti, au niveau central. Les administrations concernées sont principalement le Bureau des affaires religieuses, le Département de travail du Front uni et la sécurité publique.
94. Rapport d'activité du gouvernement de la RAT, 2^e partie (3), « Transformer la situation sociale fondamentalement stable en un ordre et une stabilité durables ».
95. Li Zibin, « Tracer un nouveau chemin pour un développement plus rapide », *Qiushi*, 16 février 2003. L'auteur est le vice-ministre en charge de la commission de la planification du développement de l'Etat, et directeur adjoint du bureau du Conseil d'Etat pour le développement de l'Ouest.
96. Rapport d'activité du gouvernement de la RAT, « suggestions sur le travail des cinq prochaines années ».
97. 10^e Plan quinquennal de la RAT, 1^{ère} partie, « Guider les croyances et les principes ».
98. Li Dezhu, op. cit.
99. Li Dezhu, op. cit.